



EMMA MOORE/LA TROMPETTE

L'Amérique latine sous attaque

Le communisme fait surface au sud.

- Mihailo S. Zekic
- [21/02/2023](#)

Que signifie pour vous le communisme en Amérique latine ? Des révolutionnaires, coiffés de béret, qui campent dans la jungle ? Des t-shirts de Che Guevara ? Une relique historique de la guerre froide ? Des décennies se sont écoulées depuis la fin de la guerre froide, mais le communisme est toujours bien vivant en Amérique centrale et du Sud, et il fleurit actuellement au Venezuela et au Brésil.

Corruption à Caracas

Le Venezuela était une démocratie qui fonctionnait bien, avec un niveau de vie élevé, depuis les années 1950 jusqu'aux années 2000. Mais les circonstances ont commencé à changer en 1999. C'est l'année où l'homme fort de la gauche Hugo Chavez est devenu président. Le Venezuela possède les plus grandes réserves pétrolières confirmées au monde, et Chavez a promis de donner une plus grande part de cette richesse pétrolière au peuple. Son gouvernement a pris le contrôle du secteur pétrolier et d'autres industries clés et a utilisé cette richesse pour financer des programmes sociaux d'envergure. Outre le fait qu'elle l'a aidé à rester au pouvoir, cette mesure a affaibli le gouvernement représentatif et transformé le Venezuela en un État autoritaire. Pourtant, les libéraux américains ont loué le Venezuela comme un modèle de socialisme.

La nation connaissait déjà de graves secousses économiques lorsque Chavez est décédé d'un cancer en 2013. Au cours de la dernière décennie, les circonstances se sont rapidement détériorées. La corruption, la mauvaise gestion économique, la dépendance excessive à l'industrie pétrolière et la chute des prix de l'énergie ont provoqué l'effondrement économique de la nation.

PT_FR

Chavez est mort en héros—sauf pour les partisans de la démocratie et autres opposants qu'il a opprimés. Pour conserver son pouvoir, son lieutenant et successeur, Nicolas Maduro, a dû recourir à des fraudes électorales plus flagrantes, à un autoritarisme plus oppressif et même à l'intervention de Cuba, de la Chine et de la Russie. Il a fait venir de nombreux soldats et agents cubains pour espionner et arrêter les manifestants, et il utilise en fait ces combattants cubains pour sa protection personnelle. Plus de 7 millions de réfugiés vénézuéliens ont fui le pays dans ce que les Nations unies appellent « la deuxième plus grande crise de déplacement externe au monde. »

Maduro a remporté l'élection présidentielle (probablement frauduleuse) de 2018. L'assemblée législative du Venezuela, contrôlée par l'opposition, a déclaré Maduro illégitime. Ils ont proclamé Juan Guaidó, président de l'Assemblée nationale, comme président légitime. Guaidó n'avait aucun pouvoir politique réel ; cependant, il a été reconnu par un certain nombre de gouvernements occidentaux, dont les États-Unis. Les États-Unis ont imposé des sanctions économiques contre le gouvernement, la compagnie pétrolière d'État et la banque centrale. Guaidó, quant à lui, a obtenu l'accès à certains des avoirs du Venezuela à l'étranger.

Mais sous Joe Biden, les États-Unis ont commencé à normaliser leurs relations avec le régime de Maduro, jusqu'à aboutir à un accord en novembre. Les restrictions à l'exportation de pétrole imposées par Donald Trump ont été levées, les entreprises américaines ont été autorisées à reprendre à nouveau leurs activités au Venezuela, et les avoirs gelés du Venezuela ont été libérés sous la gestion de l'ONU.

En décembre, le gouvernement intérimaire du Venezuela a voté sa propre dissolution. Guaidó et son mouvement n'avaient que la souffrance du peuple vénézuélien et le soutien des États-Unis et d'autres gouvernements étrangers pour maintenir leur cause à flot. Ils ont maintenant perdu ce soutien. Ce qui reste de l'opposition délaisse leur cause et la situation du Vénézuélien moyen est absolument sombre.

Pourquoi Maduro est-il soudainement légitimé ? Son gouvernement corrompu n'a rien changé. Une équipe de l'ONU a récemment conclu que les agences de renseignement du Venezuela sont coupables de crimes contre l'humanité. Un autre rapport de l'ONU a condamné ses forces de sécurité comme étant complices d'un « trafic sexuel généralisé et de violences contre des femmes et des enfants vulnérables » dans l'État vénézuélien de Bolívar. Le Venezuela était et reste toujours l'une des nations les plus proches de l'Iran, le plus grand État commanditaire du terrorisme au monde. Le Venezuela laisse l'Iran utiliser ses raffineries pour traiter son pétrole brut. Maduro permet même à l'Iran de former des terroristes sur le sol vénézuélien.

Avec un peu plus de pression accrue, l'Amérique aurait pu forcer Maduro à quitter ses fonctions. Au lieu de cela, l'administration Biden a lancé une bouée de sauvetage à sa dictature et a simultanément torpillé le mouvement d'opposition. Il semble que le socialisme soit au Venezuela pour y rester—à cause de l'Amérique.

Ces garçons qui venaient du Brésil

Au Brésil, la situation est un peu plus complexe. Le populiste conservateur Jair Bolsonaro a remporté les élections de 2018. Son style anti-establishment l'a rapidement lié d'amitié avec le

Président Trump. Les journalistes l'ont surnommé le « Trump tropical ».

Mais le programme de Bolsonaro était impopulaire auprès des gauchistes au Brésil et à l'étranger. Ils affirmaient que ses politiques de COVID19 tuaient les Brésiliens et que ses politiques de développement de l'Amazonie tuaient la planète. De nombreuses personnes, y compris des dirigeants étrangers, souhaitaient le départ de Bolsonaro.

À l'approche des élections présidentielles brésiliennes d'octobre 2022, les gauchistes ont choisi une figure intéressante autour de laquelle se rallier : l'ancien Président Luis Ignacio Lula da Silva. Lula est un ancien dirigeant syndical socialiste, qui a été inspiré à se présenter aux élections en partie par les encouragements du défunt dictateur cubain Fidel Castro. Au cours de son premier mandat présidentiel, de 2003 à 2010, il a fait pivoter le Brésil pour l'aligner sur la Russie et la Chine et former le bloc anti-américain des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Après avoir purgé 19 mois de prison pour corruption, Lula a été libéré en 2019 et a remporté les élections présidentielles de 2022 par un décompte officiel de 50,9 à 49,1 pour cent sur Bolsonaro. Lula a pris ses fonctions le 1^{er} janvier de cette année.

Bolsonaro a affirmé qu'il y avait eu fraude électorale, notamment de la part de ceux qui contrôlaient les machines à voter. Valdemar Costa (chef du Parti libéral de Bolsonaro) et un auditeur engagé par le parti ont affirmé que la plupart des machines à voter n'avaient pas de numéros d'identification individuels dans leurs journaux internes. Les experts contestent le fait que cela ait pu influencer le vote. Pourtant, si les votes de ces machines n'étaient pas pris en compte, Bolsonaro aurait remporté l'élection.

Il convient de noter qu'en 2012, lorsque Dilma Rousseff, protégée et ancienne chef de cabinet de Lula, était présidente, le Brésil a engagé la société de logiciels de vote Smartmatic pour faire l'entretien et tester ses machines à voter. Smartmatic a également fourni au Brésil des technologies de vote pour diverses élections jusqu'en 2016. Cette même entreprise a été accusée d'avoir altéré des votes lors de l'élection présidentielle américaine de 2020.

Une autre préoccupation est la manipulation des réseaux sociaux. En 2020, la Cour suprême du Brésil a ordonné à Twitter de bloquer 16 comptes liés à Bolsonaro, accusés de diffuser de « fausses informations ». Les récentes révélations des Dossiers Twitter prouvent que les agences de renseignement américaines contrôlaient activement la « modération » de Twitter pour étouffer les soutiens à Donald Trump. Après le rachat de Twitter par Elon Musk en octobre 2022, il a licencié les modérateurs brésiliens de « fausses informations » de Twitter. Une partie de la motivation de Musk pour l'achat de Twitter était de promouvoir la transparence et la liberté d'expression en freinant la censure des modérateurs. Si les récentes révélations que Twitter censurait des conservateurs américains sont un indicateur, son personnel au Brésil faisait probablement des choses similaires. Étant donné la réputation de Bolsonaro auprès des gauchistes, il serait surprenant que des gauchistes n'aient pas manipulé Twitter.

Les événements ont pris une tournure plus violente le 8 janvier de cette année. Des milliers de partisans de Bolsonaro, qui protestaient contre la fraude électorale, ont pris d'assaut la place où se trouvent le Congrès national du Brésil, le palais présidentiel et la Cour suprême du Brésil. Bolsonaro, qui s'était réfugié en Floride quelques jours auparavant, a condamné les manifestations illégales ou violentes. Les autorités brésiliennes ont arrêté plus de 1 200 manifestants. En janvier, la Cour suprême du Brésil a annoncé qu'elle allait enquêter sur M. Bolsonaro pour avoir prétendument encouragé les manifestations « antidémocratiques ».

Comparée au Venezuela, l'implication du régime Biden au Brésil est moins claire, mais il y a suffisamment de preuves pour faire sourciller. Les similitudes avec le renversement de la gauche en Amérique—et en particulier entre les émeutes du 6 janvier 2020 aux États-Unis (dont il a été prouvé depuis qu'elles avaient été orchestrées par le FBI) et les émeutes du 8 janvier à Brasilia—sont indéniables : prise de contrôle progressive du gouvernement par les socialistes, ralliement des conservateurs autour d'un dirigeant fort, perte des élections par ce dirigeant à la suite d'une fraude électorale apparente, tribunaux ignorant la fraude, émeutes de protestation contre la prise de pouvoir par les gauchistes utilisées pour renforcer les gauchistes, déclarations d'état d'urgence et prétextes pour une persécution continue des conservateurs. Tout cela sent le coup fourré.

L'Amérique latine sous attaque

Au cours des décennies précédentes, l'Union soviétique a exporté le communisme en Amérique latine *contre les* États-Unis. Mais par une étrange tournure des événements, c'est le régime actuel des *États-Unis* qui parraine maintenant le communisme dans la région.

Maduro et Lula ne sont pas les seules figures anti-américaines soutenues par la gauche américaine. Pendant la présidence de Barack Obama, celui-ci a conclu un accord controversé avec Cuba en 2014. Le régime communiste de l'île était en danger d'effondrement économique et politique. Par l'intermédiaire du Vatican, Obama a inversé des décennies de politique américaine et a favorisé l'ouverture de relations avec un régime farouchement anti-américain, qui a déjà essayé de positionner des missiles nucléaires à quelques minutes des villes américaines.

Les événements récents au Brésil et au Venezuela suivent le modèle de l'accord de Cuba : un homme fort anti-américain consolide son pouvoir au détriment des intérêts américains.

Les politiques économiques du gouvernement américain actuel ont fait grimper l'inflation et la dette nationale. Ses politiques d'immigration ont effacé la frontière sud de l'Amérique. Ses actions au Brésil et au Venezuela montrent que ces politiques de « l'Amérique dernière » s'étendent également aux affaires étrangères. Des actions cohérentes, coordonnées, agressives, toutes dans la même direction, révèlent qu'il y a un agenda politique à l'œuvre.

« Cette nation est poussée au suicide par certaines personnes puissantes du gouvernement et de la société », écrit le rédacteur en chef de *la Trompette*, Gerald Flurry, dans son livre gratuit [L'Amérique sous attaque](#). « Elles sabotent activement et intentionnellement cette nation spéciale à partir de l'intérieur. Ces élites radicales ont rapidement et fondamentalement transformé la politique américaine, la gouvernance, la diplomatie, le maintien de l'ordre, la moralité, la race, le sexe, la tradition et la culture. »

Une telle « transformation fondamentale » de l'Amérique est sans précédent. La raison pour laquelle un gouvernement s'évertue à détruire le pays qu'il gouverne laisse perplexe. Il peut être déroutant d'essayer de donner un sens à tout cela. Mais il y a un agenda politique spécifique à l'œuvre, aux mains d'acteurs invisibles. Lorsque cet agenda—et ses acteurs—sont exposés, les événements en Amérique du Sud et ailleurs prennent tout leur sens.